

Contr' attak!

L'expression libre de  de Seine Maritime

« rien n'est solitaire, tout est solidaire »
Victor Hugo



numéro 1 de 2019

« *Bullshit jobs* » est une expression signifiant littéralement « emplois à la con ». Elle désigne des tâches inutiles, superficielles et vides de sens effectuées dans le monde du travail.

L'auteur de ce concept, David Graeber, propose la méthode empirique suivante pour définir un emploi inutile : on imagine la disparition de l'activité et on évalue l'impact sur la société.

Si les infirmières, éboueurs ou mécaniciens venaient à disparaître, les conséquences seraient immédiates et catastrophiques. Un monde sans profs ou dockers serait bien vite en difficulté, et même un monde sans auteur de science-fiction ou musicien de ska serait clairement un monde moins intéressant.

Graeber divise les « *bullshit jobs* » en plusieurs catégories dont :

- Les « *larbins* » ou « *faire-valoir* », servant à mettre en valeur les supérieurs hiérarchiques ou les clients ;

- Les « *rafistoleurs* » ou « *sparadraps* », employés pour résoudre des problèmes qui auraient pu être évités ;

- Les « *cocheurs de cases* », recrutés pour permettre à une organisation de prétendre qu'elle traite un problème qu'elle n'a aucune intention de résoudre ;

- Les « *petits chefs* » ou « *contremaîtres* », surveillant des personnes travaillant déjà de façon



autonome.

L'anthropologue remarque par ailleurs l'existence d'un corollaire paradoxal : plus un travail est utile à la société et moins il est payé !

Sans vouloir viser qui-que-ce soit en particulier, chacun aura retrouvé dans ces descriptions ceux de la DRFiP qui entrent dans cette catégorie. En tous cas, je n'y reconnais pas ces collègues qui galèrent au quotidien pour que la maison tienne debout et pour que les missions de service public dont ils-elles ont la charge directe soient pleinement accomplies.

L'an dernier, la DGFIP a lancé de nombreux appels d'offre afin d'assurer diverses tâches qu'elle ne peut plus réaliser elle-même. Parmi celles-ci, deux marchés représentant près de 15 000 000 € ont été attribués à la société ATOS.

Bon, et alors, me direz-vous ! Et bien juste qu'il faut savoir que le comité directeur d'ATOS est composé de Gilles Grapinet, ancien directeur du programme Copernic de 2000 à 2002, et ex-directeur de cabinet de l'ancien ministre de l'économie Thierry Breton, lui-même PDG de ladite société et directeur de Wordline, filiale d'ATOS qui a fourni le système de paiement en ligne de la DGFIP pour les centres d'encaissement et qui vient de décrocher un contrat avec l'IGN pour aider ce dernier à piquer le boulot des géomètres du cadastre ...

Loin de moi tout mauvais esprit ou toute déduction hative, n'empêche qu'on peut quand même s'interroger.

Le beurre et l'argent

Le 24 janvier, nous étions une soixantaine d'agents à empêcher la tenue du Comité Technique Local destiné à entériner la suppression de 54 emplois sur notre département.

Oui, c'est peu puisque l'an dernier, nous y étions près de 200.

Que s'est-il passé alors ? Est-ce parce que, parmi les diverses explications possibles, cette fois plutôt que couvrir cette action par une Heure Mensuelle d'Information, il avait été décidé d'appeler à une grève.

Si c'est le cas, cela signifierait-il qu'il ne serait envisageable d'entamer une action qu'à condition de ne courir aucun risque ? En serions nous arrivés à la situation où les peurs individuelles l'emporteraient sur l'espoir collectif, où l'égoïsme des uns minimise l'engagement des autres.

Oui, c'est vrai, le mot GREVE inquiète même quand il s'agit d'une seule journée et que le prétexte de l'inutilité motive d'y échapper ; mais personne n'est prêt à faire plus. Pourtant si ce jour là, tous les agents avaient été absents de leur service et bien plus nombreux à Rouen, ça aurait eu une autre gueule que celle de ces quelques sempiternels habitués des rassemblements intersyndicaux.

Les avancées sociales exigent effort et sacrifice, ce n'est pas en machonnant notre relative et fragile tranquillité dans notre coin que nous protégerons notre avenir.

Alors, merci à tous ceux qui se sont déplacés, souvent de loin- ou ont fait grève.

Quand aux autres, nous comptons sur vous la prochaine fois !

TEMPS DE TRAVAIL : haut vol en réunion

Selon cette enquête IFOP d'octobre dernier, 92% des cadres participent régulièrement à des réunions en 2018, avec une moyenne de 3,5 rendez-vous par semaine, contre trois en 2015.

Bien que la durée moyenne de chaque réunion ait diminué, passant de 79 minutes en 2015 à 69 minutes en 2018, les cadres passent tout de même, en moyenne, quatre heures chaque semaine en réunion.

Sur la base d'une semaine de 35 heures, avec 47 semaines de travail dans l'année, le temps consacré à cette tâche équivaldrait à 27 jours de travail par an.

Ce nombre évolue aussi avec le salaire : les cadres qui gagnent plus de 75 000 euros brut par an participent ainsi à presque deux fois plus de réunions et à des réunions plus longues.

La question qui se pose surtout est : ces réunions sont-elles efficaces ?

Pas vraiment, si l'on en croit les principaux intéressés. Seuls 12% des cadres estiment que toutes les réunions auxquelles ils assistent sont "*réellement productives et efficaces*".

Chacun aura remarqué que, rapportée au nombre d'emplois implantés à la DRFiP de Seine Maritime, la proportion de cadres est élevée (puisque leurs postes ne sont jamais supprimés !*).

* sauf en 2019 où exceptionnellement, on compte -5 emplois d'IDIV

Pendant qu'une grande partie de leur temps s'évapore dans des réunions insipides (et inutiles?), celui des non-cadres -de moins en moins nombreux- s'épuise aux tâches fastidieuses.

On m'a dit, je le crois, mais ce doit être vice,
Que pour emménager en de neufs locaux,
Mettant main à la pâte, certains chefs de service
Auraient tout récemment porté chaises et bureaux.

Les budgets paraît-il, et dépenses restreintes,
Ne permettant donc plus de payer des experts,
Il leur est demandé, oh bien sûr sans contrainte,
D'effectuer eux-mêmes les pénibles transferts.

Mais imaginez vous là-haut nos directeurs
Vêtus de salopettes et de chaussures blindées
Se métamorphoser en vrais déménageurs
Dévorant un casse-croute en buvant du rosé ?

Quel travail reste-il à confier aux larbins
Dont l'ambition loyale alimente l'opprobre,
Les choix sont très variés mais pour n'en citer qu'un
Pourquoi pas nettoyer un lieu pas toujours propre ...

La période des entretiens individuels d'évaluation est de nouveau ouverte.

Alors, planque-toi, petit gibier sans défense, cible préférée des kalashnikovs hiérarchiques.

Mais rappelle-toi que si tu ne veux pas être abattu en plein vol, ou recevoir du plomb dans l'aile de ta carrière, tu as toujours la possibilité du refus par le choix de BOY-CO-TTER, l'euthanasie professionnelle n'étant toujours pas obligatoire.

Rémi rit -un peu- jaune (couleur gilet?) ...

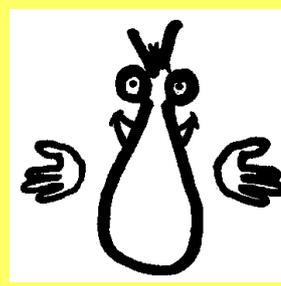
(Que) 60 personnes ont envahi le CTL
sur les suppressions d'emplois



Mais c'est complètement normal,
car plus on supprime des postes ...



Moins y'a de monde pour râler ...
CQFD ... !





Une étude réalisée début 2018 révèle que 22 % des actifs présentent "une détresse orientant vers un trouble mental", les experts alertant sur les effets du travail sur la santé psychique.

Les salariés se disent stressés, dépassés par les événements, confrontés à des changements incessants.

Selon le Pr Gaillard, psychiatre à l'hôpital Sainte Anne, "c'est un trouble anxieux, dépressif, au delà de la boule au ventre au travail, de l'irritabilité, on parle d'une situation qui nécessite des soins", des risques engendrés par l'environnement professionnel "ne pas être récompensé à la hauteur des efforts fournis, vivre une mauvaise ambiance au travail, ou vivre aussi une situation émotionnelle éprouvante : la situation des enseignants, des soignants à l'hôpital typiquement."

Mais ouf, la DGFIP a contracté un marché public avec une entreprise privée afin de mettre en place deux cellules d'écoute psychologique, l'une destinée à l'ensemble des agents, l'autre dédiée spécifiquement aux problématiques « managériales ».

Simple dispositif d'écoute, coaching au rabais, le tout sous numéros verts gratuits: Merci Patron, la détresse est gratuite à la DGFIP...

Les risques organisationnels et psychosociaux liés aux nouvelles restructurations et aux nouvelles suppressions d'emplois conduisent mécaniquement à une augmentation des charges de travail, et au delà d'une maltraitance des conditions de travail à un mal être et une souffrance au travail.

Actrice d'une organisation du travail pathogène, la DGFIP se réfugie derrière le tout psychologique face à son obligation de résultat d'employeur en matière de santé physique et mentale.

Après le scandale de la "gestion des agents difficiles" selon de pseudo-critères psychologiques, les dirigeants de notre administration échaudés par les suites des procès des suicides à France Télécom s'achètent une bonne conduite à peu de frais !

Pour la CGT Finances publiques c'est le travail qui est malade et non les agents !

Retrouvez nous sur :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/76/>

HuMeUrS

Il faut parfois les avoir bien accrochées (nos valeurs) pour supporter les discussions de café du commerce qu'on peut entendre à la pause café.

Bien sûr, le sujet le plus partagé en ce moment est les gilets jaunes et leurs revendications.

Parmi elles, la fiscalité, serpent de mer ressurgissant sans cesse des abîmes de mécontentement. Taxes vs ISF conduisant tout naturellement à la notion de justice et de consentement à l'impôt.

On a souvent entendu dans les médias « raisonnables » que ces « salauds de pauvres » selon le qualificatif du personnage joué par Jean Gabin dans la traversée de Paris, refuseraient de payer leur dû tout en exigeant le maintien des prestations.

Mais aucun journaliste digne de ce nom n'a jamais évoqué ces traîtres fiscaux ayant trouvé refuge dans des pays étrangers et ne revenant en France que pour bénéficier des avantages des structures médicales.

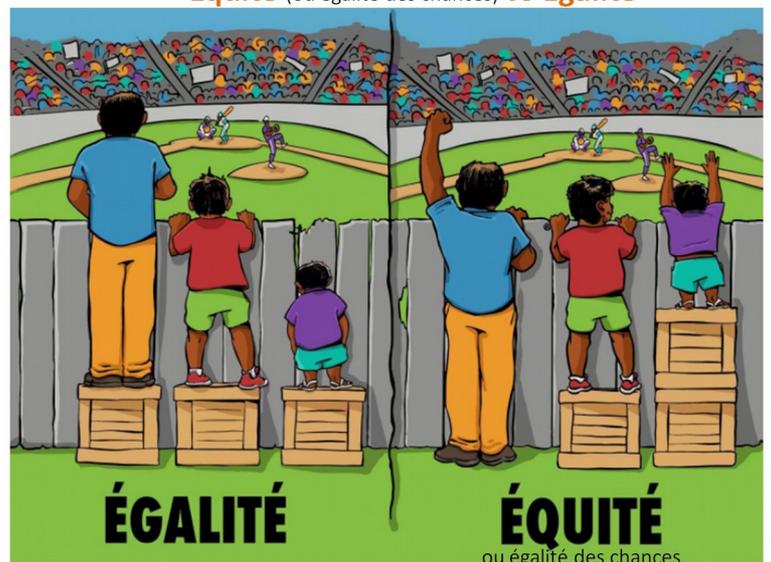
Et que dire de ces « niches » fiscales où seuls les plus riches peuvent s'abriter.

Mais rien ne vaudra jamais cette réplique d'une collègue dont la fiscalité est au cœur de son métier :

« l'impôt le plus juste c'est la TVA car tout le monde paye la même chose ».

Il est bien long le chemin menant à l'Équité ...

Équité (ou égalité des chances) vs **Égalité**



Chacun bénéficie du même support. Chacun est traité avec égalité mais... il y a une inéquité | Chacun bénéficie d'un support adapté à sa situation. Chacun est traité avec équité mais... il y a une inégalité